

Collecte de protections périodiques à Grenoble : "Certaines femmes choisissent entre se nourrir et acheter des tampons"

Du 5 au 12 octobre, la ville de Grenoble et une dizaine d'associations organisent une collecte de protections périodiques pour lutter contre la précarité menstruelle. Mais plus que de la solidarité, le réseau réclame une prise en charge par l'Etat du coût de ces produits de première nécessité.



Une femme dépense en moyenne dans sa vie 3 800 euros de protections hygiéniques. • © Jean-François FREY / MAXPPP

Si, à la sortie des supermarchés vous aviez déjà l'habitude de donner des denrées alimentaires aux associations, du 5 au 12 octobre, à Grenoble, vous pourrez cette fois donner des protections périodiques. A l'initiative de la ville et d'une dizaine d'associations locales, une grande collecte ainsi que des animations de sensibilisation aux règles sont organisées dans les prochains jours.

"La collecte a deux objectifs : attirer l'attention sur le fait que les protections périodiques sont très onéreuses et arrêter de stigmatiser les règles. Ce n'est pas sale," martèle Chloé Le Bret, conseillère municipale à l'égalité

[Visualiser l'article](#)

des droits. Car les menstruations, et plus encore la précarité menstruelle, restent des sujets largement tabous. *"Certaines choisissent entre se nourrir et acheter des protections périodiques, déplore Pauline Coiffard, salariée du Planning familial. Elles en sont réduites à mettre du papier toilette dans leur culotte, ou même à découper des bouteilles en plastique pour en faire des cups. C'est très risqué, cela peut aller de la mycose à l'infection."*

Selon *le Monde*, le montant des protections menstruelles et des antidouleurs équivaldrait en moyenne à 7,5 euros par cycle, soit 3 800 euros dans la vie d'une femme, durant environ 39 ans.

"Un déni de réalité de la part des pouvoirs publics"

Pour tenter d'enrayer cette précarité invisible – qui touche près d'1,7 million de femmes françaises selon plusieurs estimations – la première édition de cette collecte grenobloise, en juin 2019, avait permis de récolter 17 000 protections périodiques, distribuées ensuite par les associations. *"Après la collecte de 2019, en six mois, tout notre stock avait disparu, reprend Pauline Coiffard. Chaque fois qu'on met une boîte de serviettes ou de tampons dans les toilettes, elle disparaît en une journée."*

Mais plus qu'un geste de solidarité, les associations réclament une reconsidération de la place des règles, à l'image de l'Ecosse, qui a voté, en février, la gratuité des protections périodiques pour toutes les personnes menstruées : femmes, mais aussi hommes trans. *"A terme, on aimerait réunir tous les acteurs locaux pour essayer d'amplifier le mouvement au niveau du département et de la région, dans le but d'interpeller l'Etat. Car aujourd'hui, on constate un vide", assure Chloé Le Bret. "Les associations dénoncent globalement un déni de réalité de la part des pouvoirs publics", abonde Pauline Coiffard.*

Une réalité qui s'est avérée d'autant plus difficile durant le confinement. *"NousToutes38 a lancé une alerte à ce moment car, dans les paniers alimentaires, personne ne pensait à inclure des protections périodiques", explique la jeune femme. Alerte à laquelle a répondu la ville de Grenoble, en permettant, avec l'aide de l'association Dons Solidaires, la distribution de 100 000 protections durant l'été.*

france3-regions.francetvinfo.fr
 Pays : France
 Dynamisme : 160



[Visualiser l'article](#)



Claire et Arthur, administratrice et bénévole du Planning, dans un supermarché grenoblois ce lundi. • © Planning familial 38

Outre la création d'un système de solidarité, ces collectes sont également l'occasion de sensibiliser des publics peu touchés. *"Cela permet de faire de la pédagogie, de discuter avec des hommes qui ne se rendaient pas compte du prix de ces protections, qui n'en avaient jamais acheté de leur vie"*, se félicite la conseillère municipale à l'égalité des droits.

Des boîtes à dons ont été installées à l'hôtel de ville, au centre communal d'action sociale, dans les Maisons des habitant-es, à la Maison des associations, dans les Grebox – des boîtes d'échange d'objets entre voisins – du quartier Chorier Berriat et au centre social La Baja. Les associations seront également présentes devant plusieurs supermarchés de l'agglomération.

En parallèle, du 2 au 12 octobre, une exposition sur le thème des règles est organisée à l'hôtel de ville, ainsi qu'une table ronde autour de l'endométriose, mardi soir.